

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur le terrorisme, l'antisémitisme et sur les conflits armés dans le monde, à New York le 19 septembre 2016.

Cher Rabbin SCHNEIER,

Je vous remercie d'abord pour votre invitation et je salue l'engagement de votre vie, que vous avez consacrée au dialogue entre les religions, entre les cultures, entre les civilisations et donc pour la paix. C'est pourquoi c'est un honneur que d'être ici parmi vous, au milieu d'amis venant du monde entier, d'Australie, du Mexique, des Etats-Unis et de la France.

Docteur Henry KISSINGER, depuis que je m'intéresse à la politique, c'est-à-dire depuis longtemps, vous êtes une référence. Adolescent je suivais vos initiatives pour la paix au Vietnam et pour trouver une solution. C'était ce que l'on appelait les Accords de Paris. Vous connaissez bien mon pays et vous êtes un ami de la France. Et encore ce soir vous nous livrez une leçon de relations internationales gratuitement ou presque. Je veux vous remercier pour la profondeur de vos analyses, pour la hauteur de vue, il est précieux d'avoir des personnes de grande expérience comme vous pour éclairer la suite du chemin.

Je suis sensible à la présence et aux prix qui ont été remis à Carlos SLIM et Andrew LIVERIS, qui par leur propre action au sein de leur compagnie, ont voulu aller au-delà des résultats de leur société pour s'occuper de la société, c'est-à-dire de l'intérêt général.

Je suis donc très sensible à l'hommage que vous rendez à l'action que j'ai pu conduire à la tête de mon pays depuis plus de quatre ans, à travers les décisions que j'ai dû prendre, les épreuves que j'ai traversées et si je devais retenir une seule de ces décisions et un seul de ces défis, c'est sans doute le mois de novembre dernier où la France a été frappée par des attaques terroristes à Paris, à St Denis, et où se tenait quelques jours après une conférence sur le climat qui paraissait difficile à tenir dans ce contexte et dont l'issue positive était tout sauf assurée.

Je veux ici reconnaître que la solidarité internationale à l'égard de la France a été telle que tous les chefs d'Etats et de gouvernements de la planète se sont retrouvés à Paris pour cette Conférence sur le climat. Conscients de ce qu'était leur responsabilité, alors même qu'ils avaient pu échouer quelques années plus tôt, ils ont signé un Accord historique sur le climat dont il nous appartient aujourd'hui d'assurer la ratification par tous les Etats, mais surtout la mise en œuvre.

Voilà ce qui m'amène à la conclusion que je veux tirer devant vous, c'est que face à un problème qui paraît le plus immense, celui de l'avenir de la planète, il est possible que des femmes et que des hommes d'Etat réussissent à trouver une issue.

Donc rien n'est inaccessible à la communauté internationale dès lors qu'elle prend ses responsabilités. Mais en revanche, si elle se dérobe, si elle s'écarte de ses devoirs, si elle manque à ses responsabilités, alors les risques de guerre, de conflit, sont de nouveau devant nous.

Mais au-delà de ma personne, en remettant ce prix, vous honorez la France. La France, inspirante, celle qui défend partout la liberté, la démocratie, les droits de l'Homme. La France souffrante, celle qui a été attaquée par les terroristes, parce qu'elle incarne un mode de vie, une culture, une idée, une idée qui appartient à la France et au monde : l'idée du progrès et de la liberté.

Cette idée-là. ici. en Amérique. on la connaît. on l'a partagée. à travers nos révolutions et ce sont

... les mêmes raisons pour lesquelles les Etats-Unis sont également frappés par le terrorisme, encore ces derniers jours, comme vous l'avez rappelé. Mais j'ai surtout à l'esprit le souvenir des attentats du 11 septembre 2001 et je tiens en cet instant à rendre une nouvelle fois hommage aux victimes de ces attaques. C'était il y a 15 ans : On that day, we were all Americans, but today you are all French because you are the threat is terrorism.

Mais le terrorisme frappe tant de pays, tant de continents, aucun n'en est à l'abri, et c'est pourquoi nous sommes bien plus qu'Américains, bien plus que Français, nous sommes le monde responsable de la planète. Le prix que vous remettez salue aussi la France dans ce qu'elle a de plus élevé, c'est-à-dire l'égalité entre ses citoyens, quels que soient la couleur de la peau, les parcours, les religions, les convictions. Nous sommes tous égaux, c'est ce qui est inscrit dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, que les hommes et les femmes naissent libres et égaux en droits.

Voilà la France : un pays qui est capable au lendemain de l'assassinat effroyable d'un prêtre à la fin du mois de juillet, dans une commune de France, Saint-Etienne-du-Rouvray, de rassembler des chrétiens, des musulmans et des juifs dans une église. J'étais fier de la France ce jour-là même si j'étais malheureux, accablé par l'assassinat de ce prêtre. Et comme vous venez de le dire, cher Rabbin Schneier, les crimes prétendument commis au nom d'une religion sont des crimes contre la religion.

La liberté de conscience est une liberté fondamentale et la France garantit cette liberté au nom d'une valeur que l'on nomme « laïcité ». Je sais les interrogations que suscite parfois cette notion de « laïcité » au-delà des frontières de la France.

Alors, je veux être clair, la laïcité, c'est la séparation des Eglises et de l'Etat avec en contrepartie sa neutralité, c'est-à-dire le respect de tous. La laïcité c'est le droit pour chacune, chacun de pratiquer personnellement le culte de son choix et c'est cette liberté que la France garantit. Ce qui nous réunit, Mesdames et Messieurs ce soir - au-delà des prix qui sont remis - c'est l'appel de la conscience. La conscience, c'est à la fois une exigence de lucidité que l'on attend des responsables publics et un principe d'action que l'on exige des hommes et des femmes qui gèrent les états du monde.

La conscience se nourrit de la mémoire. L'été dernier, j'étais à Auschwitz pour le 70ème anniversaire de la libération des camps. J'ai rencontré les survivants. Un attentat venait de viser les juifs de France et j'ai vu dans leurs yeux la crainte d'une effroyable répétition. Je me suis souvenu alors des mots du regretté Elie Wiesel qui disait que « l'antisémitisme est une lèpre qui revient insidieusement quand les civilisations croyaient s'en être à jamais débarrassé ».

L'antisémitisme est revenu aujourd'hui, alimenté toujours par les vieux préjugés de l'extrême droite, mais aussi par l'islamisme radical. C'est pourquoi le gouvernement français a pris toutes les mesures pour le combattre sans répit et sans faiblesse.

Depuis un an, le nombre des actes antisémites a diminué mais s'il n'en restait qu'un ce serait toujours un de trop. C'est pourquoi la détermination de la France à combattre l'antisémitisme, au même titre que toutes les formes de haine, à l'égard de toutes les religions, est et restera totale. Le XXème siècle nous a appris que les démocraties peuvent triompher de tous les périls à la condition de rester fidèles à leurs valeurs. Ce sont toujours les démocraties qui gagnent les guerres. Contre le nazisme, contre les totalitarismes, contre les dictatures. Cette loi de l'histoire demeurera au XXIème siècle.

C'est vrai que le monde a considérablement changé et ceux qui prédisaient lors de la chute du mur de Berlin la fin de l'histoire se sont lourdement trompés. Ils annonçaient un monde global dont le seul destin était le développement des échanges, la circulation des informations, la production des richesses. Ils pensaient que la paix était pour toujours installée sur la planète. C'était une illusion.

A la guerre froide ont succédé des conflits brûlants, des frontières ont craqué sous la pression des nationalismes, des régions entières sont déstabilisées. Certes, des dictatures sont tombées, mais elles ont laissé place à des chaos indescriptibles. L'extrémisme religieux a resurgi, le terrorisme islamiste s'est répandu notamment en Afrique, au Moyen-Orient.

Nous voyons des choses, nous revoyons des choses effroyables. Des armes chimiques employées en Syrie, des millions de réfugiés qui fuient la guerre, des minorités religieuses qui sont massacrées, des monuments inscrits au patrimoine de l'Humanité qui sont détruits.

Et voilà qu'en plus de ces menaces, de ces peurs, de ces crimes, de ces horreurs, de cette barbarie, voilà que les populismes resurgissent.

Je suis né au milieu des années 50. Je suis d'une génération pour laquelle la démocratie était la chose la plus sûre, la plus définitivement acquise. Je pensais que les principes de la sécurité collective issus de la Seconde Guerre mondiale étaient irrévocables. Je pensais que la construction européenne représentait pour l'ensemble du monde un exemple et une référence qui ne pourraient jamais être mis en cause, que son destin était de s'élargir, jamais de se rétrécir. Voilà ce que je pensais tout au long de ces décennies qui ont suivi le milieu des années 50. Et bien ce que je croyais être indestructible est devenu un sujet de débat. Oui, même la démocratie. Le terrorisme met les démocraties à l'épreuve. Le mal s'est installé au cur même de nos sociétés. Ce que cherche le terrorisme à détruire, c'est notre cohésion. Ce qu'il cherche à imposer, c'est la division. Voilà pourquoi nous devons être d'une détermination absolue, mais sans jamais perdre notre âme.

Dans le désordre, nous avons besoin d'une boussole si nous voulons agir. Henry Kissinger a écrit que l'analyste, l'expert, peut choisir le problème qu'il souhaite étudier ou régler, alors que les problèmes que doit résoudre l'homme d'Etat lui sont imposés par la réalité, il ne peut pas les choisir, il doit les trancher.

Cette obligation de prendre une décision avant qu'il ne soit trop tard, je l'ai ressenti quand la France est intervenue au mois de janvier 2013 au Mali pour préserver la souveraineté et l'intégrité de ce pays ami et éviter que les fondamentalistes occupent un territoire et déstabilisent l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest.

C'est au nom de ce principe d'urgence que la France est également intervenue en Centrafrique pour éviter des massacres.

En Syrie, je constate que l'inaction coupable de la communauté internationale a produit un désastre : 400 000 morts. La France, quand elle a su que des armes chimiques avaient été utilisées, était décidée à prendre ses responsabilités. Et encore aujourd'hui, j'appellerai devant les Nations Unies, à ce que nous puissions trouver de nouveau les conditions d'une trêve, permettre l'accès humanitaire et mettre en place une transition politique.

Un jour, il nous sera reproché de ne pas avoir agi suffisamment en Syrie, de ne pas avoir fait cesser la tragédie d'Alep. Alep est une ville symbole, une ville martyre, comme nous en avons connues d'autres, en Bosnie ou ailleurs.

Face à d'autres crises, il faut agir. C'est ce que nous avons fait aussi par rapport à l'Iran, pour rechercher un accord nucléaire. La France y a déposé les conditions que nous avons été capables d'imposer sans jamais renoncer.

De la même façon, je ne me résigne pas à ce que nous ne puissions trouver aucune solution au conflit entre Israéliens et Palestiniens. Là aussi un chemin pour la paix est possible. C'est Shimon PERES, pour lequel j'ai une pensée en ce moment, qui m'indiquait qu'il avait toujours cet espoir. Le pire est de se résigner, de considérer qu'il y a toujours des crises plus graves ailleurs, que ce n'est pas le moment d'agir.

Or, si nous ne réglons pas les problèmes aujourd'hui, ils reviennent demain encore plus lourds, encore plus intenses.

C'est aussi la raison pour laquelle avec la chancelière Angela MERKEL, nous avons voulu trouver un chemin pour que l'Ukraine puisse être aussi protégée d'agressions et faire en sorte de pouvoir déterminer son destin. A l'occasion du 70ème anniversaire du débarquement, le format Normandie nous a permis de faire signer les accords de Minsk. Nous poursuivrons tous nos efforts pour que ces accords soient mis en uvre.

Voilà, Mesdames et Messieurs ce que j'étais venu vous dire. Le monde, en ce XXIème siècle, est menacé par des guerres, des conflits, le terrorisme, le dérèglement climatique, la misère, les migrations, les réfugiés. Voilà notre monde, même si dans beaucoup de régions nous

connaissions, avec la mondialisation, une prospérité qui n'était jusqu'à présent qu'un rêve, une chimère. C'est le contraste entre un monde de déséquilibres et un monde de croissance.

Alors, face à ces réalités, le seul enjeu c'est l'unité de la communauté internationale, c'est l'unité même des continents, l'unité des Nations.

Si nous nous laissons aller à nos divisions, à nos peurs, c'est à ce moment-là qu'il existe le risque de l'affrontement. Ce risque est là. Ça sera un choix pour toutes les sociétés, de savoir comment elles veulent vivre, de savoir s'il est possible d'être ensemble, si nous pouvons accepter les apports des uns et des autres pour former une nation, un continent, un monde.

Vous, vous avez pris vos responsabilités d'une autre façon, vous cherchez l'unité d'une autre manière. Votre fondation est interconfessionnelle, elle promeut le dialogue entre toutes les religions, et vous y êtes très attachés. Vous avez, vous-même, cher Arthur SCHNEIER, invité le Pape. Moi je suis allé le voir. Vous avez été capable de faire prier le Pape dans votre synagogue. Lui, il a prié pour la France quand elle a été victime de ce crime barbare dans une église et il a appelé aussi au dialogue entre les religions.

Il y a quelques jours, le Roi du Maroc a aussi appelé les musulmans, les juifs et les chrétiens à établir un front commun contre le fanatisme et le repli sur soi. La France, je l'ai dit, est un pays laïc, mais qui considère que les religions ont leur place et peuvent jouer leur rôle dès lors qu'elles ne s'immiscent pas dans les décisions de l'Etat.

Notre victoire sur la haine sera politique et militaire, mais elle sera aussi morale et spirituelle.

Voilà pourquoi, je suis moi-même si attaché au dialogue entre les cultures et les civilisations, non pour les confondre mais pour les unir, pour poursuivre le combat pour le progrès de l'Humanité.

Si on cherchait ce qui fait une femme ou un homme d'Etat, c'est finalement de savoir prendre les décisions utiles pour son pays, pour la planète.

Si un jour j'ai à rendre compte, et j'aurai forcément à rendre compte, au-delà de vous et par-delà même des échéances, c'est de savoir si j'ai pu prendre des décisions utiles à mon pays et au monde, c'est-à-dire capable non seulement de préserver le présent mais de préparer l'avenir.

Merci pour votre prix.